

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 62

9 janvier 2012

SOMMAIRE

Adeline Institut S.à r.l.	2947	Delta Hydrocarbons S.A.	2976
AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l.	2948	Deltatank A.G.	2958
Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l.	2932	Demec S.A.	2958
ARAMIS Luxembourg S.à r.l.	2947	Dianco Sourcing S.A.	2956
Arepo BH. S.à r.l.	2947	D.M. Developpment S.A.	2957
Arepo BH. S.à r.l.	2947	Doneck Euroflex S.A.	2958
Ashwell Rated S.A.	2932	East Tennessee and Georgia Investments S.A.	2958
Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A.	2948	Editions François Mersch S.à r.l.	2973
Baker Hughes Luxembourg S.à r.l.	2948	Eikon Mezzanine Invest IV S.A.	2973
BRIGHT SUN s.à r.l.	2930	ELECTRICITE Carlo BACK SA	2973
Capital Messine S.à r.l.	2949	E.NEXT-IPC.EU	2958
Caronsard SPF S.A.	2949	Ensemble Finance S.à r.l.	2973
Casa Da Vinci S.à r.l.	2951	Entreprise de Jardinage Tony de Moura S.à r.l.	2973
Clervaux Invest Sàrl	2952	Enzo Trading Corporation S.A.	2974
Clovessia S.A.	2952	Erebus S.A.	2974
Creative Investments Luxembourg S.A.	2952	Esch Invest Sàrl	2974
Creative Investments Luxembourg S.A.	2953	Estimo	2974
Crediassur S.à r.l.	2953	Estimo	2974
Crédit Agricole Réassurance S.A.	2953	Eurimo Holding S.A.	2974
Cristina S.à r.l.	2953	Euro Agenturen S.A.	2975
Cristina S.à r.l.	2954	Euro Finance Invest (E.F.I.) Holding S.A.	2975
CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS	2954	Euro-Thermic S.A.	2975
CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS	2957	Glennlo Management Sàrl	2975
CROWN PREMIUM Private Equity V S.A., SICAV-FIS	2957	GT Solutions s.à r.l.	2949
Debussy Holding S.A.	2956	Invesco Funds	2932
Deleverage S.A.	2957	Lamint S.A.	2976
		Levana Investments S.A.	2976
		Le XL S.à r.l.	2951
		Lux Venture Finance SPF, S.A.	2976
		My Fidus s.à r.l.	2954
		SOP MultiAssetAllokation	2959

BRIGHT SUN s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 110, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 165.779.

STATUTS

L'an deux mil onze, le vingt décembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Bipin SHAHANI, commerçant, né à New Delhi, Inde, le 02 juin 1971, matricule 1971 06 02 738, demeurant à L-1130 Luxembourg, 53, rue d'Anvers.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BRIGHT SUN s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Mamer.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un centre de bronzage avec vente d'articles de la branche, ainsi que le commerce de toute marchandise non spécialement réglementée.

De manière générale, la société pourra passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à vingt mille Euros (Eur 20.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de deux cents Euros (Eur 200,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Bipin SHAHANI préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil douze.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8210 Mamer, 110, route d'Arlon.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Bipin SHAHANI, commerçant, né à New Delhi, Inde, le 02 juin 1971, matricule 1971 06 02 738, demeurant à L-1130 Luxembourg, 53, rue d'Anvers.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: B. SHAHANI, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 22 décembre 2011. Relation: CAP/2011/5019. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme,

Capellen, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001591/99.

(120000150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.163.

Extrait des résolutions prises par les Gérants en date du 29 novembre 2011:

En date du 29 novembre 2011, les gérants de la société ont décidé de transférer le siège de la société du 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet du 5 décembre 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011166475/16.

(110192807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Ashwell Rated S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 107.848.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 16 mai 2011:

- Deloitte S.A. de 560, Rue de Neudorf L - 2220 Luxembourg, est nommé réviseur d'entreprise agréé de la société avec effet au 1^{er} juillet 2006.

- Le mandat de Deloitte S.A. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014 statuant sur les comptes annuels de 2013.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2011166480/15.

(110192927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Invesco Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 34.457.

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of December.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of Shareholders of Invesco Funds (the "Company"), a société anonyme having its registered office in Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 34 457), incorporated by a deed of notary Frank Baden, residing in Luxembourg, on 31 July 1990, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 19 October 1990. The articles of incorporation of the Company were amended from time to time and for the last time by a deed of notary Henri Hellinckx on 27 June 2008, published in the Mémorial of 22 July 2008.

The meeting was opened at eleven a.m. with Jérémy Colombé, employee, professionally residing in Luxembourg as chairman of the meeting.

The chairman appointed as secretary Andrea Schieß, employee, professionally residing in Luxembourg, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Yann Foll, employee, professionally residing in Luxembourg, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda
Sole resolution*

Full restatement of the articles of incorporation of the Company and more particularly to amend the object of the Company so as to read as follows:

" **Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and all other permitted assets under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2010 Law."

II. That the extraordinary general meeting convened for 11 November 2011 could not validly deliberate for lack of quorum and that the present Meeting was convened by notices containing the agenda published in the Mémorial number 2767 on 14 November 2011 and number 2908 on 29 November 2011 and the Luxemburger Wort and the Tageblatt on 14 and 29 November 2011.

III. That no quorum is required in order to hold validly this Meeting and that the resolutions on the agenda may only be validly taken if approved by at least two thirds of the votes cast at the Meeting.

IV. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V. As appears from the said attendance list, out of 979,002,669.80 outstanding shares, 7,660,942 shares are present or represented at the present Meeting.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda.

Sole resolution

After deliberating, the Meeting, with 5,246,272 votes in favour, 169,419 votes against, and 2,245,2451 abstentions resolves the full restatement of the articles of incorporation of the Company and more particularly to redetermine the object of the Company as set out in Article 4. Purpose. The articles of incorporation shall therefore read as follows:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form, Name. There exists among the shareholders and those who may become holders of shares, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Invesco Funds" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted and under the conditions provided by law, it may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

Wholly owned branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of any kind, money market instruments and all other permitted assets under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted by the 2010 Law.

Title II. Share capital shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital, Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to [Article 11] hereof. The minimum capital shall be the equivalent in United States dollars of the minimum provided by the 2010 Law.

The shares to be issued pursuant to [Article 7] hereof may, as the Board shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board.

The Board shall establish a pool of assets constituting a sub-fund ("Sub-Fund") within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in [Article 11] hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, as between shareholders, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. The assets of the Company shall be segregated on a Sub-Fund by Sub-Fund basis with third party creditors only having recourse to the assets of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in United States dollars, be converted into United States dollars and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Within each such class of shares, further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the board of directors may from time to time determine and as disclosed in the sales documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with [Article 8] below, notwithstanding the provisions of [Article 24] below.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in accordance with legal and regulatory requirements, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Company. The Company shall inform the bearer shareholders by a notice published in accordance with legal and regulatory requirements, unless these shareholders and their addresses are known to the Company. The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Board shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any Prohibited Person (as defined in [Article 10] hereinafter).

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a Prohibited Person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a "Prohibited Person".

The share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or facsimile. However, one of such signatures may be made a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

(2) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or directors or officers of the Company or by one or other persons duly authorized thereto by the Board.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the cancellation of the original share certificate.

(5) If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) shall jointly exercise their rights with respect to such share(s) unless they appoint one or several person(s) to represent such share(s) towards the Company.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue of Shares. The Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with [Article 11] hereof as of such Valuation Date (defined in [Article 12] hereof) as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions or by such other charges as may be appropriate to protect the interests of the Company and its shareholders, as approved from time to time by the Board. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed [seven] business days from the relevant Valuation Date.

The Board may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular, if required by law or regulation, the obligation to deliver a valuation report from an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of other securities or assets shall be borne by the relevant shareholder(s).

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board which shall not exceed [ten] business days from the relevant Valuation Date, as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of [Article 12] hereof.

The redemption price shall be calculated based on the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of [Article 11] hereof, less such charges and commissions (if any) and less a percentage estimate of costs and expenses when selling assets and less such other charges as may be appropriate, and provided by the sales documents, to protect shareholder interests. The relevant redemption price may be rounded up or down as the Board shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any Sub-Fund or class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares.

Further, if on any given date redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to [Article 9] hereof exceed a certain level determined by the Board in relation to the net asset value of a specific Sub-Fund or class, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the holder assets equal in value (calculated in the manner described in [Article 11]) as of the Valuation Date on which the redemption price is calculated to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall (if required by law or regulation) be confirmed by a special report of the auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the relevant shareholder unless otherwise justified in the interest of investors.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder is entitled to request the conversion of all or part of his shares, provided that the Board may (i) set restrictions, terms and conditions as to the right for and frequency of conversions between certain Sub-Funds or classes of shares and (ii) subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

The price for the conversion of shares shall be calculated based on the respective net asset value of the two classes of shares concerned, calculated on the same Valuation Date less, any such charges as may be appropriate to protect the interests of the Company and its shareholders.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

A. decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B. at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry or will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C. decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D. where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Date specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate

or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with [Article 8] hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the currency of the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of a Sub-Fund attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any Valuation Date, by the number of shares in the relevant class then outstanding in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down as the Board shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out further valuations as appropriate.

To the extent that the Directors consider that it is in the best interests of Shareholders, taking into account factors including the prevailing market conditions, the level of subscriptions and redemptions in a particular Sub-Fund and the size of the Sub-Fund, the net asset value of a Sub-Fund may be adjusted to reflect the estimated dealing spreads, costs and charges (including fiscal charges) to be incurred by the Sub-Fund in liquidating or purchasing investments to satisfy the net transactions on a particular business day.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) Securities listed on a recognized stock exchange or dealt in on any other regulated market (as defined in [Article 18] hereof) will be valued at their last available prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their last available prices on the main market for the relevant security.

(c) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

(d) The liquidating value of futures or options contracts not traded on exchanges or on other regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures or options contracts traded on exchanges or on other regulated market shall be based upon the last available prices of these contracts on exchanges and regulated market on which the particular futures or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

(e) The net asset value per share of any Sub-Fund of the Company may be determined by using an amortised cost method for all investments with a known short term maturity date. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortisation cost, is higher or lower than the price such Sub-Fund would receive if it sold the investment. The Board will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the relevant Sub-Fund's investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Board. If the Board believes that a deviation from the amortised cost per share may result in material dilution or other unfair results to shareholders, the Board shall take such corrective action, if any, as they deem appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

The relevant Sub-Fund shall, in principle, keep in its portfolio the investments determined by the amortisation cost method until their respective maturity date.

(f) Units or shares of an open-ended undertaking for collective Investment ("UCI") will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value.

(g) The value of swaps shall be determined by applying a recognised and transparent valuation method on a regular basis.

(h) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange determined on the relevant Valuation Date in good faith by or under procedures established by the Board.

The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, investment adviser's fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees as the case may be);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment managers and advisers including performance fees, fees and expenses payable to its auditors and accountants, custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors (if any) and their reasonable out of pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg

and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The Board shall establish a Sub-Fund in respect of each class of shares or more classes of shares in the following manner:

a) If multiple classes of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board is empowered to define classes of shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or

(iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board from time to time in compliance with applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the Sub-Fund corresponding to that class of shares, provided that if several classes of shares are outstanding in such Sub-Fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the class of shares to be issued;

c) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-Fund shall be attributable to the class or classes of shares corresponding to such Sub-Fund;

d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular class or particular classes of shares within a Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular class or particular classes of shares within a Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant class or classes of shares;

f) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares prorata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds, are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company, and finally (iii) the assets of the Company shall be segregated on a Sub-Fund by Sub-Fund basis with third party creditors only having recourse to the assets of the relevant Sub-Fund;

g) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

1) shares of the Company to be redeemed under [Article 8] hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the Valuation Date and

4) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company; provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month (or once a month subject to regulatory approval) at a frequency determined by the Board and determined in the sales documents of the shares, such date or time of calculation (being referred to herein as the "Valuation Date").

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares to and from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to such class of shares quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs (including any political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, liability and influence of the Company) which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class of shares would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such class of shares;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such class of shares cannot promptly or accurately be ascertained;

f) any period when the net asset value of any subsidiary of the Company may not be determined accurately;

g) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company, any Sub-Funds or classes of shares, or merging the Company or any Sub-Funds, or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate Sub-Funds or classes of shares or to merge Sub-Funds.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Date after the suspension ends.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes cast by the shareholders present or represented and shall be subject to the prior approval of the Luxembourg regulatory authorities.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may meet and elect by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 14. Board Meetings. The Board shall choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be

responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board members shall appoint another director, or in case of shareholders' meetings, that any other person as chairman pro tempore by the majority of the directors present or represented, or of the votes cast at any such meeting respectively.

The Board may appoint any officers, including a general manager, a secretary and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by facsimile, electronic mail or by any other means capable of evidencing such consent of each Board member. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by facsimile or by any other means capable of evidencing such proxy another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Directors may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board by means of a videoconference or telephone conference or other telecommunications means permitting their identification and by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board whose deliberations should be online without interruption. Such a board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The directors, acting unanimously by a circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing, by cable, telegram, telex message, facsimile or any other electronic means capable of evidencing such consent which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The minutes of any meeting shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in [Article 18] hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any officer(s) of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 17. Delegation of Power. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company shall enter into a management company services agreement with an entity affiliated or associated of the Invesco Group, with power of delegation (the "Management Company"). The Management Company shall, as the case may be, enter into an investment advisory agreement with any affiliated or associated company of the Invesco Group (the "Investment Adviser"), who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to [Article 18] hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law, or by the present Articles, to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to act on behalf of the Company in relation to all matters which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Sub-Fund and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law and by regulations and as may be determined by the Board.

The Board has, in particular, power to determine corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall not affect such investments or activities as shall fall under such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolution of the Board and as shall be described in any prospectus relating to the offer of shares.

For the purpose of effective management, the Board may pool the management of all or part of the assets of the Sub-Funds concerned so that each Sub-Fund will participate in the relevant pool of assets in proportion to the assets contributed thereto by the relevant Sub-Fund or may pool all or part of the assets of the Sub-Funds with those of other collective investment schemes. Details of such pooling are described in the prospectus of the Company.

In compliance with the requirements set forth by the 2010 Law and detailed in the sales documents, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

(a) Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market in Member States of the European Union (the "EU"),

(b) Transferable securities and money market instruments dealt in on other markets in Member States of the EU, which are regulated, are operating regularly, are recognised and are open to the public,

(c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listings on stock exchanges in any other country in Europe, the American continents, Asia, Oceania and Africa,

(d) Transferable securities and money market instruments dealt in on other markets, which are regulated, are operating regularly, are recognised and open to the public of any other country in Europe, the American continents, Asia, Oceania and Africa,

(e) Recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of the issue include an undertaking that application will be made for admission to the official listing on one of the stock exchanges as specified in a) and c) or regulated markets that are operating regularly, are recognised and open to the public as specified in b) and d) and that such admission is secured within a year of issue,

(f) Units of UCITS and/or other UCIs within the meaning of Article 1, paragraph (2), points a) and b) of Directive 2009/65/EC, as amended, whether they are situated in a Member State of the EU or not, provided that:

- such other UCIs are authorized under laws which provide that they are subject to supervision considered by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

- the level of protection for unitholders in the other UCIs is equivalent to that provided for unitholders in a UCITS, and in particular that the rules on assets segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 2009/65/EC, as amended;

- the business of other UCIs is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

- no more than 10 % of the UCITS' or other UCIs' assets (or of the assets of any sub-fund thereof, provided that the principle of segregation of liabilities of the different sub-funds is ensured in relation to third parties) whose acquisition is contemplated can, according to their constitutional documents, be invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;

The Sub-Funds will not invest more than 10% of their net assets into units of UCITS or other UCIs. However, this restriction does not apply to Sub-Funds which are disclosed in the offering documents of the Company.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

(g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the EU or,

if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State of the EU, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market; and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that:

- the underlying consists of instruments described in sub-paragraphs (a) to (g) above, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives;

- the counterparties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the categories approved by the CSSF and;

- the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair value at the Company's initiative;

(i) money market instruments other than those dealt in on a regulated market, which fall under Article 1 of the 2010 Law, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:

- issued or guaranteed by a central, regional or local authority or central bank of a Member State of the EU, the European Central Bank, the EU or the European Investment Bank, a non-Member State of the EU or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States of the EU belong or;

- issued by an undertaking any securities of which are dealt in on markets referred to in sub-paragraphs (a), (b), (c) or (d) above, or; issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law, or by an establishment which is subject to and complies with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or;

- issued by other bodies belonging to the categories approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided that the issuer is a company whose capital and reserves amount to at least EUR 10 million and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Directive 78/660/EEC (1), is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line.

The Company may invest in equity and/or debt securities so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the 2010 Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

The Company may invest up to a maximum of 35 % of the assets of any Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, by a non-Member State or by public international bodies to which one or more Member States belong.

The Company may invest up to 100 per cent, of the assets of any Sub-Fund, in accordance with the principle of risk spreading, in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by an EU Member State, its local authorities, a non-member state of the European Union, as accepted by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD member states, Singapore and Brazil) or public international bodies of which one or more Member States are members, provided that (i) such securities are part of at least six different issues, and (ii) securities from any one issue do not account for more than 30 per cent of the total assets of such Sub-Fund.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any Sub-Fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing Sub-Fund into a feeder UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS Funds.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest conflicting with the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflicting interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders. These rules do not apply when the Board votes on transactions which are concluded in the ordinary course of business at arm's length.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request,

of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

Title IV. General meetings accounting year distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg at the registered office of the Company or a place specified in the notice of meeting on the third Wednesday in the month of July at 11.30 a.m. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent, in accordance with applicable laws and regulations, to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders or at such other address indicated by the relevant shareholder. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", in Luxembourg newspapers to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles

Under the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority of this general meeting shall be determined by reference to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy, who need not to be a shareholder and who may be a director of the Company, in writing by mail or facsimile, or if allowed in the convening notice to the meeting of shareholders by electronic mail or by any other means capable of evidencing such proxy, a copy being sufficient.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-a-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 24. Termination of Sub-Funds and Share Classes. Mergers of Sub-Funds. Terminations:

In the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations: registered holders shall be notified in writing; the Company shall inform holders of bearer shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon proposal from the Board, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Mergers:

The Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company (the "new Sub-Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). The Board may also decide to allocate the assets of any Sub-Fund to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the 2010 Law or under the legislation of a member state of the European Union or of the European Economic Area implementing Directive 2009/65/EC or to a sub-fund within such other undertaking for collective investment.

The mergers will be undertaken within the framework of the 2010 Law.

Any merger shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for such a meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a Sub-Fund where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Consolidation / Split of shares and classes:

The Board may also decide to consolidate or split shares in any Share Class or split or consolidate different Share Classes within a Sub-Fund. Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article in accordance with applicable laws and regulations.

Split of Sub-Funds:

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide the reorganization of a Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. Such publication will normally be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of March of each year and shall terminate on the last day of February of the subsequent year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by law, determine how the results and capital of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board to declare, distributions.

For any class or classes of shares entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

Any distribution that has not been claimed within six years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class or classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in [Article 29] hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in [Article 5] hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by [Article 5] hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 28. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation.

Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries in accordance with the Luxembourg laws. Amounts so deposited shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.

Art. 29. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed at 11.30 a.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as the same may be amended from time to time.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: J. COLOMBE, A. SCHIESS, Y. FOLL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2011. Relation: LAC/2011/57600. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur p.d. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Référence de publication: 2012003780/821.

(120002873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Adeline Institut S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 54, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 94.086.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2M CONSULTANT SARL
Cabinet comptable et fiscal
13, rue Bolivar
L-4037 Esch/Alzette
Signature

Référence de publication: 2011166481/14.

(110192912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

ARAMIS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 115.774.

EXTRAIT

Le gérant de la société a vu son adresse professionnelle modifiée comme suit:
Monsieur David Harvey, 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aramis Luxembourg Sàrl
Christophe Gammal
Gérant

Référence de publication: 2011166484/15.

(110192623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Arepo BH. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.481.250,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 145.175.

Extrait des résolutions prises par les Gérants en date du 30 novembre 2011:

En date du 30 novembre 2011, les gérants de la société ont décidé de transférer le siège de la société du 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet du 5 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arepo BH. S.à r.l.
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011166485/16.

(110192783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Arepo BH. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.481.250,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 145.175.

Le siège social de la société, Sator Investments S.à r.l., associé de la Société, a transféré son siège social de 6 rue Philippe II, L-2340 Luxembourg à 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Arepo BH. S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011166486/14.

(110192784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2011.

AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 375.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 95.401.

—
EXTRAIT

Les associés de la Sociétés ont accepté la démission des personnes suivantes de leurs postes de gérants de la Société:

- Mr. Neil Fleming, ayant son adresse professionnelle au AIB International Centre - IFSC, IRL - DUBLIN, né le 6 décembre 1967, à Baile Atha Cliath, Dublin, Ireland;

- Mr. Brian O'Reilly, ayant son adresse professionnelle au AIB International Centre - IFSC, IRL - Dublin 1, né le 15 février 1970, à Baile Atha Cliath, Dublin, Ireland;

Il résulte des résolutions adoptées le 30 novembre 2011 par les associés de la Société que les personnes suivantes ont été nommées en tant que gérants de la Société avec effet au 30 novembre 2011:

- Monsieur Alain Lam, demeurant professionnellement au 24, Dr Ernest Feltgen, L-7531 Mersch, Luxembourg, né le 28 février 1969 à Rose-Hill, île Maurice;

- Monsieur Ian Roberts, demeurant professionnellement au Lon Carle, Les Ruisseaux, St. Brelade, JE3 8DD, Jersey, né le 11 juin 1966 à Stockport, Manchester, Royaume-Uni;

- Monsieur Bruno Beernaerts demeurant professionnellement au 37, rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg, né le 4 novembre 1963 à Ixelles en Belgique;

- Madame Agnes Csorgo, demeurant professionnellement au 1, rue Laurent Menager, L-2143 Luxembourg, né le 27 juillet 1978 à Hatvan, Hongrie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 Décembre 2011.

Référence de publication: 2011166615/26.

(110193628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Baker Hughes Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.434.045,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 130.025.

—
En date du 30 novembre 2011, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Baker Hughes Luxembourg S.à r.l.

Un Mandataire

Signatures

Référence de publication: 2011166643/14.

(110193673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: USD 14.262.205,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 131.868.

—
En date du 30 novembre 2011, le gérant commandité a décidé de transférer le siège social de la Société au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A.
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011166642/14.

(110193674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Capital Messine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 152.488.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 63123 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166675/10.

(110193533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Caronsard SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.631.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011166683/10.

(110193706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

GT Solutions s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 251, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 165.790.

STATUTS

L'an deux mille onze, vingt-sept décembre.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

a comparu:

la société anonyme TRUCK SERVICE avec siège à L-3378 Livange, 251, route de Luxembourg, immatriculée au RCSL sous le numéro B 73.931, matricule 2000 2200 946

constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire de résidence à Luxembourg en date du 5 janvier 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 293 du 19 avril 2000, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par l'assemblée générale extraordinaire passée devant Maître Paul DECKER en date du 24 juin 2010, publiée au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2754 du 15 décembre 2010,

ici dûment représentée par deux de ses administrateurs, Messieurs Pierre ANTOINE et Vincent ANTOINE, dont le mandat à cette fonction a été renouvelé aux termes d'une décision prise en assemblée générale ordinaire du 28 septembre 2008, publiée en extrait au Mémorial C numéro 31 du 7 janvier 2009,

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «GT SOLUTIONS s.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi à Livange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'exploitation d'un garage et d'une carrosserie pour tout véhicule automoteur, y compris l'entretien, la réparation, l'achat, la vente ou commercialisation de véhicules automoteurs, pièces et accessoires, de même que le leasing opérationnel, la gestion administrative et commerciale de contrats d'entretien et de mise à disposition de pneumatiques, ainsi que la location de véhicules sans chauffeur.

La société pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. En l'occurrence, la société pourra établir des succursales et/ou filiales, partout au Luxembourg et l'étranger, qu'elle le jugera nécessaire.

Elle pourra effectuer toute transaction commerciale ou financière, toute opération mobilière ou immobilière, procéder à tout investissement et toute prise de participation par voie d'acquisition, de souscription, d'apport ou de toute autre manière dans toute société ou entreprise existante ou à créer, ayant en tout ou en partie un objet similaire ou connexe au sien, ou susceptible d'en faciliter le développement ou l'extension, et généralement effectuer toute opération industrielle, commerciale, financière ou autre pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS) divisé en cent (100) parts sociales de 125,- (CENT VINGT-CINQ EUROS) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ € 1.100,-.

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont souscrites comme suit:

- TRUCK SERVICE, société anonyme, préqualifiée:	100 parts sociales
total:	100 parts sociales

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément et sont toutes souscrites par l'associée unique susvisée.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mille douze.

Assemblée générale

La fondatrice préqualifiée et dûment représentée, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constituée par l'organe de ses administrateurs en Assemblée Générale et a pris les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-3378 Livange, 251, route de Luxembourg.
- 2) La société sera gérée par deux gérants:

Est nommé gérant technique: Monsieur Pierre ANTOINE, administrateur de société, né le 22 septembre 1971 à Malmédy, Belgique, demeurant à L-5761 Hassel, 17, rue de Dalheim,

Est nommé gérant administratif: Monsieur Vincent ANTOINE, administrateur de société, né le 13 juillet 1975 à Malmédy, Belgique, demeurant à B-4960 Malmédy, 4, chemin de la colline.

- 3) La société sera engagée par la signature individuelle du gérant technique pour tout engagement jusqu'à hauteur de 500.000.- EUR.

Pour tout engagement dépassant 500.000.- EUR, la société sera engagée par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen d'une copie de leurs cartes d'identité.

Signé: P. ANTOINE, V. ANTOINE, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 29 décembre 2011. Relation: CAP/2011/5134. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur signé: I. Neu.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 30 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001753/121.

(120000437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

**Casa Da Vinci S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Le XL S.à r.l.).**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 24, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 52.300.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166684/10.

(110193403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Clervaux Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.656.900,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166689/10.

(110193178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Clovessia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 70.998.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 5 octobre 2011 que:

- Monsieur Max GALOWICH, juriste, demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg, a été nommé Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la société qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2011.

Pour la Société

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2011166690/18.

(110193557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Creative Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.277.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2011:

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Nationwide Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 746 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

- Est acceptée la nomination de Rika Mamdy avec adresse professionnelle 60 Grand Rue, L-1660 Luxembourg en tant que représentant permanent de Nationwide Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 746.

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Tyndall Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 747 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

- Est acceptée la nomination de Rika Mamdy avec adresse professionnelle 60 Grand Rue, L-1660 Luxembourg en tant que représentant permanent de Tyndall Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 747.

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Alpmann Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 739 comme Administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

- Est acceptée la nomination de Rika Mamdy avec adresse professionnelle 60 Grand Rue, L-1660 Luxembourg en tant que représentant permanent de Alpmann Management S.A. ayant son siège social 60 Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg n° RCS Luxembourg B99 739.

- Est confirmé avec effet immédiat le renouvellement du mandat de Fiduciary and Accounting Services S.A. ayant son siège social R.G. Hodge Plaza, 1, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, n° IBC 303554 comme Commissaire aux Comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 30 mars 2011.

Pour Creative Investments Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011166695/32.

(110193344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Creative Investments Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.277.

—
Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 30 mars 2011:-

Résolution 1.

Nationwide Management S.A. ayant son siège social 60, Grand Rue, 1^{er} étage, L-1660 Luxembourg, n° RCS Luxembourg B99 746, a été confirmé avec effet immédiat comme Administrateur-Délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Luxembourg, le 30 mars 2011.

Pour Creative Investments Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011166696/14.

(110193344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Crediassur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 152.737.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166697/9.

(110193694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Crédit Agricole Réassurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 145, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 29.439.

—
Le Conseil d'administration, en date du 18 novembre 2011, a décidé de coopter Monsieur Jean-Luc François, né le 22 novembre 1966 (Valenciennes, 59), demeurant professionnellement CREDIT AGRICOLE ASSURANCES 16-18 Boulevard de Vaugirard F-75715 PARIS, Directeur des Assurances à l'International, Membre du Comité Exécutif du Groupe Crédit Agricole Assurances, en qualité d'Administrateur en remplacement de Monsieur Thierry Langreny, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011166698/15.

(110193374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Cristina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 129, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.673.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166700/9.

(110193688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Cristina S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 129, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 99.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166701/9.

(110193689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 137.939.

- Die Denomination des Anteilhabers der Gesellschaft, CROWN PREMIUM IV Komplementär S.à r.l. lautete seit dem 10. Mai 2011 wie folgt:

CROWN PREMIUM General Partner S.à r.l. (B137.499).

- Die folgenden Anteilhaber der Gesellschaft:

* SOLUTIO Partners II GmbH&Co KG,

* CROWN PREMIUM IV SICAF Feeder GmbH&CoKG und

* SOLUTIO AG Anlagekonzepte für Institutionen

haben ihren Gesellschaftssitz an folgende Adresse verlegt:

Nördliche Münchner Str. 9c, D-82031 Grünwald, Deutschland.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. Dezember 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity IV S.C.S., SICAF-FIS

Unterschrift

Référence de publication: 2011166702/21.

(110193582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

My Fidus.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 17, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 165.781.

STATUTS

L'an deux mil onze, le vingt décembre

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1) Monsieur Fu Hua ZHAN, indépendant, né à Zhejiang (Chine), le 26 octobre 1984, demeurant à L-8410 Steinfort, 17, route d'Arlon;

2) Madame Weifeng ZHANG, sans état, née à Qingtian/Zhejiang (Chine), épouse de Monsieur Fu Hua ZHAN, demeurant à L-8410 Steinfort, 17, route d'Arlon;

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "My Fidus.à r.l.".

Art. 2. Le siège social est établi à Steinfort.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un bureau de comptabilité et de fiscalité, des travaux administratifs et de secrétariat, d'un secrétariat social, de conseils fiscaux ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

Monsieur Fu Hua ZHAN, prénommé, soixante-quinze parts sociales	75
Madame Weifeng ZHANG, prénommée, vingt-cinq parts sociales	25
Total: Cent parts sociales	100

Les cent parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'assemblée générale annuelle aura lieu le premier lundi du mois de juin de chaque exercice.

Si cette date est un jour férié légal, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil douze.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 14. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 16. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille deux cents euros (1.200,00 €).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 11 août 1998, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et ils déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Assemblée Générale

Les fondateurs prénommés, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constitués en Assemblée Générale et ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) L'adresse du siège social est fixée à L-8410 Steinfort, 17, route d'Arlon.
- 2) La société sera gérée par un gérant.
- 3) Est nommé gérant Monsieur Fu Hua ZHAN, indépendant, né à Zhejiang (Chine), le 26 octobre 1984, demeurant à L-8410 Steinfort, 17, route d'Arlon;
- 4) La société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen de leurs cartes d'identité.

Signé: F. Zhan, W. Zhang, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 22 décembre 2011. Relation: CAP/2011/5018. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 23 décembre 2011.

Référence de publication: 2012001868/106.

(120000165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2012.

Dianco Sourcing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 152.630.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166706/10.

(110193512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Debussy Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.077.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166711/10.

(110193206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 163.379.

Das Verwaltungsratsmitglied Herr Konrad BÄCHINGER, hat seine Berufsadresse wie folgt geändert:

Giufsteinweg 3, CH-9475 Sevelen, Schweiz;

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS

Unterschrift

Référence de publication: 2011166703/14.

(110193412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity V S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 163.376.

Das Verwaltungsratsmitglied Herr Konrad BÄCHINGER, hat seine Berufsadresse wie folgt geändert:

Giufsteinweg 3, CH-9475 Sevelen, Schweiz;

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. November 2011.

CROWN PREMIUM Private Equity V S.A., SICAV-FIS

Unterschrift

Référence de publication: 2011166704/14.

(110193427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

D.M. Developpment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5635 Mondorf-les-Bains, 4A, avenue du Docteur Ernest Feltgen.

R.C.S. Luxembourg B 69.546.

Extrait des résolutions adoptées en date du 24 novembre 2011, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société D.M. DEVELOPPMENT S.A.

L'Assemblée générale décide d'accepter, avec effet immédiat, la démission de la société Le Comitium International s.a., dont le siège social se situe à L-1371 Luxembourg, au 31, Val Sainte Croix de ses fonctions de commissaire aux comptes de la société D.M. Developpment s.a.

L'Assemblée décide également de nommer la société Fisconsult s.a., dont le siège social se situe à L-1630 Luxembourg, au 56, Rue Glesener comme commissaire aux comptes de la société D.M. Developpment s.a.

Son mandat prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D.M. Developpment s.a.

Signature

Référence de publication: 2011166705/18.

(110193349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Deleverage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.300.

Il résulte des actes de la société que le prénom de Monsieur PUPINO, administrateur de la Société, domicilié au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L -1724 Luxembourg, est bien Gregorio est non Giorgio.

Pour *DELEVERAGE S.A.*
Société Européenne de Banque
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2011166712/13.

(110193141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Deltatank A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5515 Remich, 9, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 75.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166714/10.

(110193790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Demec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8133 Bridel, 7, rue Nicolas Goedert.

R.C.S. Luxembourg B 47.434.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Référence de publication: 2011166715/10.

(110193469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Doneck Euroflex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 4, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 61.803.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166717/10.

(110193276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

E.NEXT-IPC.EU, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 3, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.966.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 décembre 2011.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2011166721/11.

(110193244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

East Tennessee and Georgia Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 122.126.

La Convention de Domiciliation, conclue en date du 3 novembre 2006, entre la Société Anonyme EAST TENNESSEE AND GEORGIA INVESTMENTS S.A. - précédemment avec Siège social au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg - et la Société Européenne de Banque S.A., Société Anonyme, ayant son Siège social 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg n° B 13.859, a été résiliée avec effet au 16 novembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2011166725/14.

(110193394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

SOP MultiAssetAllokation, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 165.873.

— STATUTEN

IM JAHR ZWEITAUSENDELF,
AM DREISSIGSTEN DEZEMBER 2011,

vor dem unterzeichneten Notar Maître Cosita Delvaux, ansässig in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

Oppenheim Asset Management Services S.à.r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit eingetragenem Sitz in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B.28878, ordnungsgemäß vertreten durch Frau Marion Kruse, ansässig in Luxemburg, kraft einer am 29. Dezember 2011 in Luxemburg erteilten Vollmacht.

Die genannte Vollmacht wird diesem Dokument zur gleichzeitigen Vorlage bei den Registrierungsbehörden als Anhang beigelegt.

Die erschienen Parteien, die in ihrer oben genannten Eigenschaft handeln, haben den Notar beauftragt, die folgende Gründungssatzung einer Aktiengesellschaft aufzusetzen.

Begriffsbestimmungen

„Aktienklasse“	Eine Aktienklasse mit einer spezifischen Gebührenstruktur oder anderen Unterscheidungsmerkmalen.
„Ausschüttende Aktienklassen“	Aktienklassen, für die Ertragsausschüttungen erfolgen.
„Basiswährung“	Währung der Gesellschaft: EURO
„Bankarbeitstag“	bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte, wie im Verkaufsprospekt näher beschrieben, geöffnet sind
„Bewertungstag“	Soweit nichts anderes im Verkaufsprospekt angegeben ist, ein Bankarbeitstag, der nicht in einen Zeitraum fällt, in dem die Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie des Fonds ausgesetzt ist, und jeder andere Tag, den der Verwaltungsrat gegebenenfalls festlegt.
„Depotbank“	Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., Luxemburg, die als Depotbank und Zahlstelle fungiert.
„EU“	Europäische Union
„EURO“	Die europäische Gemeinschaftswährung (auch Euro).
„Feeder Fonds“	Ein OGAW, der genehmigt wurde und mindestens 85% seines Vermögens in Anteile eines anderen OGAW oder Fonds davon anlegt (d.h. den Master Fonds).
„Geregelter Markt“	Jeder Markt, der reguliert ist entsprechend der Richtlinie 2004/39/EG des Rates vom 30. April 2004 über Wertpapierdienstleistungen (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen).
„Gesellschaft“ oder „Fonds“	SOP MultiAssetAllokation
„Gesetz von 2010“	Das luxemburgische Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für Gemeinsame Anlagen, in seiner jeweils aktuellen und/oder ersetzten Fassung.
„Master Fonds“	Ein OGAW oder ein Fonds davon, in den ein oder mehrere Feeder Fonds mindestens 85% ihres Vermögens anlegen.
„Mitgliedstaat“	Umfasst alle Mitgliedstaaten der Europäischen Union („EU“), alle Mitgliedstaaten der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung („OECD“) und jeden anderen Staat, der nach Ansicht des Verwaltungsrats im Hinblick auf das Anlageziel des Fonds geeignet ist.
„Netto-Fondsvermögen“	Das Vermögen der Gesellschaft bzw. ihrer Fonds abzüglich der der Gesellschaft bzw. Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten.
„Nettoinventarwert“	Der Nettoinventarwert ist die Summe der sich im Fonds im Umlauf befindlichen Aktien, gemindert um die Verbindlichkeiten

„Nettoinventarwert pro Aktie“	Der Wert pro Aktie einer Aktienklasse, der nach den maßgeblichen Bestimmungen im Abschnitt „Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie“ ermittelt wird.
„OECD“	Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung.
„OGA“	Ein „anderer Organismus für gemeinsame Anlagen“
„OGAW“	„Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren“, welcher der OGAW-Richtlinie unterliegt.
"OGAW Richtlinie"	Die Europäische Richtlinie 2009/65/EG des Rates vom 13. Juli 2009 betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlage in Wertpapieren (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen).
„Referenzwährung“	Die Währung oder Währungen, in denen Aktionäre derzeit Aktien des Fonds zeichnen können, wie im Anhang III des Verkaufsprospektes angegeben.
„Satzung“	Die Gründungssatzung der Gesellschaft in ihrer jeweils gültigen Fassung.
„thesaurierende Aktienklassen“	Aktienklassen, bei denen der Ertrag thesauriert wird, sodass der Ertrag im Preis der Aktien enthalten ist.
„USA“ oder „US“	Vereinigte Staaten von Amerika (einschließlich Staat und Distrikt Columbia), ihre Territorien, Besitztümer und alle anderen Gebiete unter ihrer Gerichtsbarkeit.
„Verwaltungsrat“	Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.
„Verwaltungsgesellschaft“	Oppenheim Asset Management Services S.à r.l., Luxemburg
"Wertpapiere"	- Aktien und Aktien gleichwertige Wertpapiere ("Aktien") - Schuldverschreibungen und sonstige verbrieftete Schuldtitel ("Schuldtitel") - alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren durch Zeichnung oder Austausch berechtigen, soweit sie nicht Techniken und Instrumente im Sinne nachfolgender Nr. 7 des Anhangs sind.

Soweit es der Kontext zulässt, schließen im Singular verwendete Wörter den Plural ein und umgekehrt.

Kapitel I - Name - Gesellschaftssitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den derzeitigen Aktionären und all jenen, die gegebenenfalls Inhaber von zu einem späteren Zeitpunkt ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft („Société Anonyme“), welche die Bedingungen für eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d’Investissement à Capital Variable“) erfüllt und unter dem Namen „SOP MultiAssetAllokation“ firmiert.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft wird in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, errichtet. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können durch Beschluss des Verwaltungsrats entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Wenn der Verwaltungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz der Gesellschaft bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehenden Maßnahmen wirken sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft aus, die trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, die ihr zur Verfügung stehenden Mittel des Fonds in übertragbare Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte anzulegen, mit dem Ziel, die Anlagerisiken zu streuen und die Ergebnisse der Verwaltung ihrer Vermögenswerte ihren Aktionären zuzuführen. Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen und Transaktionen vornehmen, die aus ihrer Sicht für die Erfüllung und Weiterentwicklung des Gesellschaftszwecks im weitesten Sinne nützlich und nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 („Gesetz von 2010“) über Organismen für gemeinsame Anlagen zulässig sind.

Kapitel II - Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital - Aktienklassen. Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht jederzeit dem Gesamt-Nettovermögen der Gesellschaft wie in Artikel 11 dieser Satzung definiert. Das Mindestkapital beträgt den gesetzlichen Vorgaben entsprechend eine Million zweihundertfünftausend Euro (1.250.000,-Euro). Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von neuen Aktien oder des Rückkaufs durch die Gesellschaft von Aktien ihrer Aktionäre erhöhen oder vermindern.

Der Fonds wird durch bestimmte Aktien repräsentiert, die in verschiedenen Aktienklassen gemäß den jeweiligen vom Verwaltungsrat bestimmten Spezifikationen ausgegeben werden. Die gemäß Artikel 7 dieser Satzung auszugebenden Aktien können auf Beschluss des Verwaltungsrats in mehreren Aktienklassen ausgegeben werden.

Das der jeweiligen Aktienklasse zuzurechnende Nettofondsvermögen ist zur Feststellung des Kapitals der Gesellschaft in EURO umzurechnen, sofern es nicht bereits auf EURO lautet. Die Gesamtsumme der Nettovermögenswerte ihrer Aktienklassen bildet das Gesellschaftskapital.

Art. 6. Form der Aktien.

(1) Der Verwaltungsrat legt fest, ob die Gesellschaft Inhaberaktien oder Namensaktien ausgibt.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien können im Fall von Inhaberaktien nach Beschluss des Verwaltungsrats in Globalurkunden verbrieft werden. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

Namensaktien werden im Aktionärsregister eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren von der Gesellschaft dazu bestimmten Personen geführt wird. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seine Anschrift oder sein auserwähltes Domizil, die Anzahl der Aktien, die er besitzt, den auf jede Aktie eingezahlten Betrag sowie die Übertragung jeder Aktie und das Datum der Übertragung.

Die Eintragung des Namens des Aktionärs im Aktionärsregister belegt sein Eigentumsrecht an diesen Namensaktien. Die Gesellschaft entscheidet, ob ein Zertifikat über diesen Eintrag an den Aktionär ausgehändigt wird oder ob dieser eine schriftliche Bestätigung seines Aktienbesitzes erhält.

Soweit Inhaberaktien ausgegeben werden, können auf Antrag der Aktionäre Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgewandelt werden. Eine Umwandlung von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch Stornierung des eventuell vorhandenen Namensaktienzertifikats und Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate sowie durch einen entsprechenden Eintrag ins Aktionärsregister, der als Nachweis der Stornierung dient. Eine Umwandlung von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Stornierung des Inhaberaktienzertifikats und Ausgabe eines Namensaktienzertifikats, wenn dies beantragt wird, sowie durch einen entsprechenden Eintrag in das Aktionärsregister, der die Aktienausgabe belegt. Die Kosten dieser Aktienumwandlung können auf Beschluss des Verwaltungsrats dem Aktionär berechnet werden, der die Umwandlung beantragt hat.

Inhaberaktienzertifikate werden in der vom Verwaltungsrat bestimmten Form ausgegeben. Die Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Die zwei Unterschriften können handschriftlich, gedruckt oder faksimiliert sein. Eine der zwei Unterschriften kann jedoch durch eine durch den Verwaltungsrat zu diesem Zwecke bevollmächtigte Person gegeben werden; in diesem Fall muss diese Unterschrift handschriftlich sein. Die Gesellschaft kann vorläufige Zertifikate ausgeben, deren Form der Verwaltungsrat jeweils festlegt.

(2) Wenn Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Aushändigung der betreffenden Aktienzertifikate, sofern vorhanden. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt folgendermaßen: (i) Soweit Aktienzertifikate ausgegeben wurden: durch Aushändigung der diese Aktien verbriefenden Zertifikate an die Gesellschaft, zusammen mit sonstigen Übertragungsurkunden, die den Anforderungen der Gesellschaft genügen, und (ii) soweit keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden: durch schriftliche Übertragungserklärung, welche datiert sowie vom Übertragenden und vom Übertragungsempfänger bzw. ihren entsprechend bevollmächtigten Vertretern unterzeichnet sein muss und im Aktienregister verzeichnet wird. Jede Übertragung von Namensaktien ist im Aktionärsregister einzutragen; ein solcher Eintrag ist von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder einer oder mehreren hierzu ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat ermächtigten Personen zu unterzeichnen.

(3) Aktionäre, die einen Anspruch auf Namensaktienzertifikate haben, müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Bekanntmachungen und Mitteilungen der Gesellschaft gesendet werden können. Diese Anschrift wird ebenfalls in das Aktionärsregister eingetragen.

Wenn der Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft dies im Aktionärsregister vermerken. In diesem Fall gilt der eingetragene Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft jeweils festzulegende Anschrift so lange als Anschrift des Aktionärs, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Die Aktionäre können ihre im Aktionärsregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an eine sonstige eventuell von der Gesellschaft bestimmte Anschrift ändern.

(4) Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Zertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhandengekommen, zerstört, verstümmelt oder beschädigt wurde, so kann er beantragen, dass die Gesellschaft ihm ein Ersatzzertifikat ausgibt. Die Bedingungen und Garantien, die zu erfüllen sind, werden vom Verwaltungsrat festgelegt und können eine durch eine Versicherungsgesellschaft ausgestellte Garantie umfassen. Für ein abhanden gekommenes Zertifikat über eine Inhaberaktie wird nur dann ein Ersatzzertifikat ausgegeben, wenn der Verwaltungsrat mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit und unter Beachtung aller anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen davon ausgehen kann, dass das Originalzertifikat zerstört wurde.

Mit der Ausgabe eines solchen, als Ersatzzertifikat bezeichneten, neuen Zertifikates, auf welchem vermerkt wird, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Zertifikate können gegen neue Zertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Zertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort zerstört. Die Gesellschaft ist berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für die Kosten zu verlangen, welche ihr durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Zertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalzertifikates entstanden sind.

(5) Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der aus der oder den Aktien hervorgehenden Rechte suspendieren bis zu dem Zeitpunkt, wo eine natürliche oder juristische Person angegeben wurde, um die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft zu vertreten.

(6) Die Gesellschaft kann die Ausgabe von Aktienbruchteilen beschließen. Derartige Aktienbruchteile sind stimmrechtslos, verleihen jedoch einen Anspruch auf einen proportionalen Anteil am Nettofondsvermögen der betreffenden Aktienklasse. Für Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgestellt.

Art. 7. AusgabevonAktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt ermächtigt, jederzeit vollständig einbezahlte Aktien auszugeben, ohne den vorhandenen Aktionären ein Vorzugszeichnungsrecht für die neu emittierten Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen für die Ausgabeintervalle aller Aktienklassen festlegen und insbesondere beschließen, dass Aktien aller Aktienklassen ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfrist(en) oder in anderen Intervallen, die in den Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft angegeben sind, ausgegeben werden dürfen.

Neue Aktien werden zu einem Preis ausgegeben, der auf dem Nettoinventarwert pro Aktie der jeweiligen Aktienklasse basiert, der in Übereinstimmung mit Artikel 11 dieser Satzung ermittelt wird, zuzüglich eines Ausgabeaufschlags, welche durch den Verwaltungsrat festgelegt und im jeweils gültigen Verkaufsprospekt veröffentlicht wird. Der auf diese Weise ermittelte Preis wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festgelegten Frist fällig. Diese Frist ist im jeweils gültigen Verkaufsprospekt angegeben.

Der Verwaltungsrat kann Verwaltungsratsmitgliedern, Mitgliedern der Geschäftsleitung, leitenden Angestellten oder anderen ordnungsgemäß ermächtigten Vertretern eine Vollmacht zur Annahme von Zeichnungsanträgen und zum Empfang von Zahlungen zur Begleichung des Preises der neu ausgegebenen Aktien erteilen.

Die Gesellschaft kann beschließen, unter Einhaltung der nach Luxemburger Recht vorgeschriebenen Bedingungen, insbesondere der Verpflichtung zur Vorlage eines von einem Wirtschaftsprüfer („réviseur d'entreprises agréé“) erstellten Bewertungsberichts, Aktien gegen Sachwertanlagen auszugeben.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann jederzeit die vollständige oder teilweise Rücknahme seiner Aktien durch die Gesellschaft zu den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen und Verfahren und mit den gesetzlichen und in der Satzung vorgeschriebenen Einschränkungen beantragen.

Unbeschadet der Regelung in Artikel 12 dieser Satzung ist der Rücknahmepreis innerhalb einer vom Verwaltungsrat festgelegten Frist fällig. Diese Frist ist im jeweils gültigen Verkaufsprospekt angegeben.

Rücknahmeanträge sind unwiderruflich; davon ausgenommen sind Fälle einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Aktie der maßgeblichen Aktienklasse, der nach den Bestimmungen in Artikel 11 dieser Satzung festgelegt wird, ggf. abzüglich von Rücknahmegebühren, welche durch den Verwaltungsrat festgelegt und im jeweils gültigen Verkaufsprospekt veröffentlicht werden. Der jeweilige Rücknahmepreis kann je nach Festlegung des Verwaltungsrats auf- oder abgerundet werden.

Wenn infolge eines Rücknahmeantrags die Anzahl der Aktien einer bestimmten Aktienklasse im Besitz eines Aktionärs unter eine vom Verwaltungsrat festgelegte Mindestanzahl oder einen Mindestwert fallen würde, kann die Gesellschaft beschließen, dass dieser Antrag als Antrag auf die Rücknahme der gesamten von diesem Aktionär in der jeweiligen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Wenn die Rücknahmeanträge gemäß Artikel 8 und die Umtauschanträge gemäß Artikel 9 dieser Satzung zu einem gegebenen Zeitpunkt ein bestimmtes, vom Verwaltungsrat festgelegtes Volumen in Bezug auf die in Umlauf befindlichen Aktien einer bestimmten Aktienklasse überschreiten, kann der Verwaltungsrat außerdem beschließen, dass ein Teil dieser oder alle diese Rücknahme- oder Umtauschanträge so lange zurückgestellt werden, wie es nach Ansicht des Verwaltungsrats im besten Interesse der Gesellschaft ist. Am auf den Ablauf dieses Zeitraums folgenden Bewertungstag werden die zurückgestellten Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig bearbeitet.

Nach entsprechender Entscheidung durch den Verwaltungsrat ist die Gesellschaft berechtigt, Zahlungen des Rücknahmepreises an die Aktionäre, die dem zustimmen, in Form von Sachleistungen vorzunehmen, indem ihnen gleichwertige Anlagen aus dem für die jeweilige(n) Aktienklasse(n) aufgelegten Vermögensportfolio zu einem Wert (der nach der in Artikel 11 beschriebenen Methode berechnet wird) gutgeschrieben werden, der dem Wert der Aktien, die zurückgegeben werden sollen, am Bewertungstag, an dem der Rücknahmepreis berechnet wird, entspricht. Art und Typ der Vermögenswerte, die in einem solchen Fall übertragen werden, sind auf einer fairen und vernünftigen Basis zu bestimmen, ohne dass die Interessen der anderen Aktionäre der maßgeblichen Aktienklasse(n) dadurch beeinträchtigt werden, und die verwendete Bewertungsmethode ist durch einen speziellen Bericht des Abschlussprüfers zu bestätigen. Die Kosten solcher Übertragungen hat der Erwerber zu tragen.

Alle zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Art. 9. Umtausch von Aktien. Jeder Aktionär ist berechtigt, den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse zu beantragen.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen u. a. in Bezug auf die Häufigkeit und Bedingungen von Aktienumtuschen festlegen und auf diese von ihm festgelegte Gebühren und Provisionen erheben.

Wenn infolge eines Umtauschantrags die Anzahl der Aktien einer bestimmten Aktienklasse im Besitz eines Aktionärs unter eine vom Verwaltungsrat festgelegte Mindestanzahl oder einen Mindestwert fallen würde, kann die Gesellschaft beschließen, dass dieser Antrag als Umtauschantrag für sämtliche von diesem Aktionär in der jeweiligen Aktienklasse gehaltenen Aktien behandelt wird.

Die in Aktien anderer Aktienklassen umgetauschten Aktien werden annulliert.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann den Besitz von Aktien der Gesellschaft durch bestimmte natürliche oder juristische Personen einschränken oder verbieten, wenn die Gesellschaft der Ansicht ist, dass dieser Besitz eine Verletzung des Gesetzes im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann oder bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise dadurch geschadet wird.

Insbesondere kann die Gesellschaft uneingeschränkt den Besitz von Aktien der Gesellschaft durch US-Personen (gemäß der Definition in diesem Artikel) beschränken oder verbieten. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

A. - die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern, wenn es offenkundig wird, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben würde oder könnte, den Aktienbesitz an eine Person zu übergeben, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen;

B. - zu jedem Zeitpunkt jede Person, die eine Aktienaussgabe oder Umschreibung beantragt, oder Aktionär der Gesellschaft ist, auffordern, ihr alle Auskünfte und Versicherungen zu geben, die sie für nötig hält, eventuell verstärkt durch eine Erklärung an Eides statt, mit dem Ziel zu bestimmen, ob die Aktien einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, in vollem Besitz gehören oder gehören werden;

C. - die Stimmabgabe durch eine US-Person auf einer Aktionärsversammlung der Gesellschaft ablehnen, und

D. - einen Zwangsrückkauf von all den Aktien tätigen, wenn offenkundig wird, dass eine Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder aber zusammen mit anderen Personen Besitzer dieser Aktien ist, oder den Zwangsrückkauf von allen oder einem Teil der Aktien tätigen, wenn der Gesellschaft offenkundig wird, dass eine oder mehrere Personen einen solchen Anteil der Gesellschaftsaktien haben, so dass die Steuergesetze oder andere Gesetze von anderen Ländern als die Gerichtsbarkeit von Luxemburg auf die Gesellschaft anwendbar werden.

In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewandt:

1. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (nachstehend Rückkaufsbenachrichtigung genannt) zusenden; die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine letzte bekannte Adresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien darstellen, zurückzugeben. Sofort nach Büroschluss am Tag, der in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben ist, wird der Aktionär aufhören, Besitzer derjenigen Aktien zu sein, die in der Rückkaufsbenachrichtigung erwähnt wurden. Die Aktienzertifikate, welche die entsprechenden Inhaberaktien darstellen, werden annulliert, beziehungsweise im Falle von Namensaktien die Eintragung im Aktienregister gelöscht.

2. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden («der Rückkaufspreis»), ist gleich dem Nettoinventarwert der Gesellschaftsaktien der betreffenden Aktienklassen, welcher am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird, abzüglich aller Kosten, die mit dem Rückkauf der Aktien verbunden sind.

3. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien in der Währung der Gesellschaft entweder direkt ausgezahlt oder durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Preis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe des oder der Zertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien darstellen, auszahlen.

Sobald der Preis gemäß diesen Bedingungen hinterlegt wurde, kann keine Person, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert ist, Anspruch auf diese Aktien erheben; des Weiteren kann sie keine rechtlichen Schritte gegen die Gesellschaft oder ihre Guthaben unternehmen, außer das Recht des Aktionärs, welcher sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweist, den hinterlegten Preis ohne Zinsen bei der Bank gegen Rückgabe des oder der Zertifikate ausgezahlt zu bekommen.

4. Die Ausübung durch die Gesellschaft der ihr durch diesen Artikel zugestandenen Befugnisse kann in keinem Fall in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, z. B. mit der Begründung, dass es keinen ausreichenden Nachweis des Besitzes der Aktien durch eine nicht berechtigte Person gab oder dass eine Aktie einer anderen Person als der, die von der Gesellschaft beim Absenden der Rückkaufsbenachrichtigung angenommen wurde, gehörte, unter der einzigen Bedingung, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausführte; und

5. die Gesellschaft kann bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 11. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie. Der Nettoinventarwert der Aktien wird in der Referenzwährung der jeweiligen Aktienklasse ausgewiesen. Der Ausgabe- und Rücknahmepreis wird an jedem Bewertungstag, mindestens aber zweimal pro Monat, in der Referenzwährung einer jeden Aktienklasse berechnet und am Gesellschaftssitz veröffentlicht.

Die Basiswährung der Gesellschaft lautet auf EURO.

1. Zur Errechnung des Nettoinventarwertes für jede Aktie bzw. Aktienklasse des Fonds ermittelt die Gesellschaft oder ein von ihr beauftragter Dritter unter Aufsicht der Depotbank den Wert des Gesellschaftsvermögens abzüglich der Gesellschaftsverbindlichkeiten an jedem Bewertungstag (der "Nettoinventarwert") und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Aktien (der "Nettoinventarwert pro Aktie"). Das Ergebnis wird auf drei Dezimalstellen auf- oder abgerundet.

2. Die Bewertung des Nettoinventarwertes der verschiedenen Aktienklassen erfolgt in folgender Weise:

A. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen:

- (a) alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (b) alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- (c) alle Vermögenswerte, die von dem Fonds gehalten werden oder zu seinen Gunsten erworben wurden;
- (d) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt ermittelt:

(1) Wertpapiere, die an einer Börse amtlich zugelassen sind oder an einem Geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs oder letzten verfügbaren Börsenschlusskurs bewertet;

(2) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich zugelassen sind, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs oder letzten verfügbaren festgestellten Schlusskurs bewertet, sofern die Gesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere veräußert werden können;

(3) Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht oder gem. Nr. (1) und (2) nicht verfügbar sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;

(4) Investmentanteile an OGAW und/oder OGA des offenen Typs zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet;

(5) Anteile an OGAW/OGA des geschlossenen Typs sowie an Zielfonds werden grundsätzlich zum Verkehrswert bewertet, es sei denn, an einem Bilanzstichtag liegt eine voraussichtlich dauerhafte Wertminderung vor. Dann ist eine Abschreibung auf den niedrigeren Wert vorzunehmen, der die Wertminderung berücksichtigt. Ein niedriger Wertansatz darf nicht beibehalten werden, wenn die Gründe dafür nicht mehr bestehen;

(6) flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(7) Festgelder zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

(8) der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, zu deren jeweiligem Nettoliquidationswert bewertet, wie er gemäß den Richtlinien der Gesellschaft auf einer konsistenten für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandt wird; der Liquidationswert von Termingeschäften oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, auf Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Termingeschäfte oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Termingeschäft oder eine Option an einem Tag, an dem der Nettoinventarwert pro Aktie berechnet wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag von der Gesellschaft in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt;

(9) Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Börse zugelassen oder an einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und deren Restlaufzeit bei Erwerb weniger als 90 Tage beträgt, grundsätzlich zu Amortisierungskosten bewertet, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird;

(10) Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Entwicklung des Underlyings, bestimmten Marktwert bewertet;

(11) sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem von der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist;

(12) Nicht auf die Referenzwährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu den zuletzt im Interbankenmarkt festgestellten und verfügbaren Devisenreferenzkursen in die Referenzwährung des Fonds umgerechnet; wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem von der Gesellschaft festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Basiswährung der Gesellschaft ausgedrückt ist, wird in diese Basiswährung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

B. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- (a) sämtliche Kredite, Wechsel und sonstigen fälligen Forderungen;

(b) sämtliche fälligen oder angefallenen Kosten (einschließlich Kosten und Gebühren für die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank, den Investmentmanager, den Anlageberater und alle anderen Vertreter und Handlungsbevollmächtigten der Gesellschaft);

(c) sämtliche bekannte gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(d) vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen oder Rücklagen der Gesellschaft, und

(e) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art, mit Ausnahme der durch Aktien der Gesellschaft verbrieften Verbindlichkeiten.

Bei der Bestimmung der Höhe der Verbindlichkeiten kann der Verwaltungsrat sämtliche Verwaltungskosten und sonstigen regelmäßig wiederkehrenden Aufwendungen berücksichtigen, indem er diese für das gesamte Geschäftsjahr oder einen anderen Zeitraum bewertet und diesen Betrag dann anteilig auf die relevanten Abschnitte dieses Zeitraums aufteilt.

Wenn die Interessen der Gesellschaft oder ihrer Aktionäre dies rechtfertigen (z. B. zur Vermeidung von Market Timing), kann der Verwaltungsrat angemessene Maßnahmen wie z. B. eine Preisbewertung zum beizulegenden Zeitwert zur Anpassung des Vermögenswerts der Gesellschaft, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft ausführlicher beschrieben, ergreifen.

Für den Zweck dieses Artikels gilt:

1) Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft.

2) Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft.

3) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der Gesellschaft ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet

4) sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat:

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt; wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Bestimmung und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Aktien. Der Nettoinventarwert pro Aktie und der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien wird für jede Aktienklasse von der Gesellschaft oder von hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stellen mit einer vom Verwaltungsrat festgelegten Häufigkeit errechnet, mindestens jedoch zweimal pro Monat, wobei der Tag oder Zeitpunkt der Berechnung nachfolgend als der „Bewertungstag“ bezeichnet wird.

Die Gesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien, die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien jeder Aktienklasse auszusetzen, wenn und solange Umstände vorliegen, die dies erfordern und sofern die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während einer Zeit, während der ein geregelter Markt oder eine Börse, an welchen ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, zugelassen oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt; oder

b) oder während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse der Gesellschaft oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung auf einem Markt im Zusammenhang mit den Aktien der Gesellschaft zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden; oder

c) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen ihrer Aktien Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann; oder

d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können; oder

e) wenn die Berechnung der Aktie oder des Aktienpreises in dem jeweiligen Master Fonds, in welchen der Fonds investiert hat, ausgesetzt wurde, oder

f) falls eine Verschmelzung oder ein ähnliches Ereignis, welches den Fonds betrifft, stattfindet, und wenn es von der Gesellschaft als notwendig und im bestem Interesse der betreffenden Aktionäre befunden wird, oder

g) im Falle einer Indexaussetzung, der einer Anlage in Finanzderivat zugrunde liegt und der wesentlich ist für den Fonds.

Die Gesellschaft muss den Aktionären, die die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch von Aktien beantragt haben, eine solche Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes unmittelbar und in angemessener Weise mitteilen.

Während der Dauer der Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung können solche Aktionäre ihre Kauf- oder Umtauschufträge oder Rücknahmeanträge zurückziehen. Nicht zurückgezogene Kaufaufträge und Rücknahmeanträge werden im Falle einer Aussetzung der Nettoinventarwertermittlung am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Kapitel III - Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsrat. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Hauptversammlung bestellt werden und von ihr jederzeit abberufen werden können. Die Verwaltungsratsmitglieder brauchen nicht Aktionäre der Gesellschaft zu sein. Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Eine Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder ist möglich. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrats einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Die nächstfolgende Hauptversammlung hat ein neues Verwaltungsratsmitglied zu bestimmen.

Die ordentliche Hauptversammlung beschließt, ob den Mitgliedern des Verwaltungsrats eine Vergütung bezahlt wird, und bestimmt gegebenenfalls die Höhe dieser Vergütung. Der Ersatz von Spesen und Barauslagen bleibt davon unberührt.

Art. 14. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende. Der Verwaltungsrat ernennt außerdem einen Sekretär, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Dieser ist für die Protokollierung der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Aktionäre zuständig. Versammlungen des Verwaltungsrats und der Versammlungen der Aktionäre.

Der Verwaltungsrat kommt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu der Zeit und an dem Ort zusammen, die in dem Einberufungsschreiben angegeben sind. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats bzw. sein Stellvertreter steht jeder der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Aktionäre vor, jedoch können in deren Abwesenheit bzw. auf deren Wunsch die Hauptversammlung oder der Verwaltungsrat mit einfacher Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Hauptversammlung und wenn kein Verwaltungsratsmitglied zugegen ist, jede andere Person ernennen, um den Vorsitz dieser Versammlungen zu übernehmen.

Der Verwaltungsrat kann, wenn dieses nötig erscheint, im Rahmen der Richtlinien der Hauptversammlung, Direktoren und Bevollmächtigte der Gesellschaft ernennen, auch einen Generaldirektor, gegebenenfalls beigeordnete Generaldirektoren, beigeordnete Sekretäre und andere Direktoren und Bevollmächtigte, deren Funktionen als nötig empfunden werden, um die Angelegenheiten der Gesellschaft zu führen. Solche Ernennungen können zu jedem Zeitpunkt durch den Verwaltungsrat zurückgezogen werden. Die Direktoren und Bevollmächtigten müssen weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein. Sofern die Satzung nichts anderes bestimmt, haben die Direktoren und Bevollmächtigten diejenigen Vollmachten und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat erteilt worden sind.

Alle Verwaltungsratsmitglieder müssen mit einer Frist von mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem anberaumten Sitzungstermin schriftlich zu Verwaltungsratssitzungen geladen werden, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle die Art und die Gründe dieser Dringlichkeit in dem Einberufungsschreiben aufgeführt werden.

Ein solches Einberufungsschreiben ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dazu seine Zustimmung schriftlich bzw. per Telegramm, Telex, Fax oder andere ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet. Für Versammlungen, deren Ort und Datum zuvor durch Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurden, ist keine gesonderte Mitteilung erforderlich.

Die Verwaltungsratsmitglieder können sich auf den Verwaltungsratssitzungen auch von anderen Verwaltungsratsmitgliedern vertreten lassen, die entsprechend schriftlich oder per Telegramm, Telex, Fax oder andere ähnliche Kommunikationsmittel bevollmächtigt wurden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Die Verwaltungsratsmitglieder können an einer Verwaltungsratssitzung per Telefonkonferenz oder mittels vergleichbarer Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen alle Sitzungsteilnehmer sich gegenseitig hören können; Teilnahmen mit Hilfe solcher Kommunikationsmittel gelten als persönliche Anwesenheit. Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsmäßig einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre einzelne Unterschrift binden, es sei denn, eine Versammlung des Verwaltungsrats hat sie dazu ausdrücklich bevollmächtigt.

Der Verwaltungsrat kann nur gültig verhandeln und handeln, wenn wenigstens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung zugegen oder vertreten ist. Die Entscheidungen werden durch die einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden beziehungsweise vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Falls bei einer Sitzung die Anzahl der Stimmen für und gegen einen Beschluss gleich ist, ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden maßgeblich.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge aus solchen Protokollen, die unter Umständen in Rechtsverfahren oder anderen Zusammenhängen vorgelegt werden, müssen vom Sitzungsvorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtswirksam unterzeichnet werden.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterzeichnet wurden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die durch Abstimmung auf Verwaltungsratssitzungen gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied muss solche Beschlüsse schriftlich, per Telegramm, Telex, Fax oder ähnliche Kommunikationsmittel genehmigen. Derartige Genehmigungen sind schriftlich zu bestätigen und sämtliche Dokumente stellen zusammen die Aufzeichnung dar, die als Beleg für die entsprechende Beschlussfassung dient.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, alle Geschäfte und Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes und der in Artikel 18 dieser Satzung angegebenen Anlagepolitik notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Gesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften einschließlich Änderungsgesetze oder nach dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Alle nicht per Gesetz ausdrücklich einer Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnissen liegen in der Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 16. Rechtsverbindliche Unterschrift der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten rechtlich durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift von einer oder mehreren sonstigen Person(en) gebunden, die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurde(n).

Art. 17. Delegation von Befugnissen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich seiner Zeichnungsbefugnis für die Gesellschaft) und zu Handlungen zur Erfüllung der Anlagepolitik und des Gesellschaftszwecks auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen und denen die vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse eingeräumt werden, gegebenenfalls auch mit der vom Verwaltungsrat erteilten Befugnis, diese weiter zu delegieren.

Art. 18. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist ausgehend vom Grundsatz der Risikostreuung befugt, (i) die Anlagepolitik für den Fonds, (ii) die Absicherungsstrategien für bestimmte Aktienklassen innerhalb des Fonds (iii) die Führung der Verwaltungs- und Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft festzulegen, jeweils im Rahmen der Einschränkungen, die vom Verwaltungsrat entsprechend der geltenden Gesetze und Verordnungen festgelegt werden.

Innerhalb dieser Einschränkungen kann der Verwaltungsrat beschließen, dass folgende Anlagen vorgenommen werden:

(i) in übertragbare Wertpapiere, die zum amtlichen Handel an einer Börse zugelassen sind oder an einem sonstigen regulierten Markt (ein „regulierter Markt“) gehandelt werden;

(ii) in übertragbare Wertpapiere, die zum amtlichen Handel an einer Börse zugelassen sind oder an einem sonstigen regulierten Markt in einem anderen Land West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas gehandelt werden;

(iii) in übertragbare Wertpapiere aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zum amtlichen Handel an den oben genannten Börsen oder regulierten Märkten beantragt wird und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission gewährleistet wird;

(iv) im Einklang mit dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des jeder Aktienklasse zurechenbaren Nettofondsvermögens in übertragbare Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU, ihren nationalen Behörden, von einem Mitgliedstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung („OECD“) oder einer öffentlichen internationalen Körperschaft, der ein oder mehrere Mitgliedstaat(en) der EU angehören, begeben oder besichert werden, mit der Maßgabe, dass die Gesellschaft, wenn sie von dieser Bestimmung Gebrauch macht, im Namen der für die betreffende(n) Aktienklasse(n) Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und die Wertpapiere einer einzigen Emission nicht mehr als 30 % des der jeweiligen Aktienklasse zurechenbaren Nettofondsvermögens ausmachen dürfen;

(v) Anteilen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“), mit der Maßgabe, dass wenn ein solcher OGA ein offener Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) ist und mit der Gesellschaft durch gemeinsame Geschäftsführung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, eine Anlage in Wertpapiere dieses OGA nur zulässig ist, wenn er sich im Einklang mit seinen Gründungsdokumenten auf Anlagen in einer bestimmten geografischen Region oder in einem bestimmten Wirtschaftssektor spezialisiert hat und keine Gebühren oder Kosten für deren Erwerb berechnet werden;

(vi) in sonstige Wertpapiere, Instrumente oder sonstige Vermögenswerte im Rahmen der Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und Verordnungen festgelegt werden;

(vii) in Anteile eines Master Fonds, der als OGAW qualifiziert werden kann.

Wenn der Fonds nur 10 % seines Nettovermögens in Anteile oder Aktien von OGAW oder anderen OGA anlegen darf, wird dies im Verkaufsprospekt ausgewiesen.

Der Verwaltungsrat, der im besten Interesse der Gesellschaft handelt, kann in der in den Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft beschriebenen Weise beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft getrennt von den anderen Vermögenswerten, die von anderen Investoren, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen gehalten werden, gemeinsam verwaltet werden. und/oder dass (ii) alle voneinander getrennt verwaltet werden.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat im Rahmen des Artikel 1 Absatz 2 (a) und (b) der OGAW Richtlinie, für den Fonds Master-Feeder-Strukturen implementieren, um seine Vermögenswerte zu bündeln und Kosteneinsparungen für OGAW innerhalb der EU zu erzielen.

Der entsprechende Feeder Fonds kann somit von den Standard-Diversifizierungsgrenzen abweichen, um sein Vermögen in nur einem Master Fonds oder Teilfonds davon anzulegen. Der Feeder Fonds muss mindestens 85% seines Vermögens in den Master Fonds anlegen, und die 15% verbleibenden Vermögenswerte müssen in andere zulässige Vermögenswerte angelegt werden. Ein Feeder Fonds kann entweder aufhören, ein Feeder-Fonds zu sein, oder seinen Master Fonds ersetzen. Die Aktionäre werden dann entsprechend informiert, und sowohl dieser Verkaufsprospekt, ggf. die Satzung, als auch die entsprechende KII nach vorheriger Genehmigung der CSSF angepasst.

Die Anlagen der Gesellschaft können entweder direkt oder indirekt über 100 prozentige Tochtergesellschaften vorgenommen werden, je nachdem, was der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit entscheidet und was in den Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft angegeben ist. Ein Verweis auf „Anlagen“ und „Vermögenswerte“ in dieser Satzung bezeichnet entweder die Direktanlagen und Vermögenswerte im direkten wirtschaftlichen Eigentum der Gesellschaft bzw. die Anlagen und Vermögenswerte, deren wirtschaftlicher Eigentümer sie indirekt über die oben genannten Tochtergesellschaften ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt, Techniken und Instrumente in Bezug auf übertragbare Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einzusetzen, wie näher im Verkaufsprospekt beschrieben.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht durch die Tatsache berührt oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) oder Handlungsbevollmächtigte(r) der Gesellschaft an der jeweiligen anderen Gesellschaft oder Firma beteiligt oder Verwaltungsratsmitglied, Partner, Handlungsbevollmächtigter oder Mitarbeiter dieser anderen Gesellschaft oder Firma sind. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft Verträge oder andere Geschäfte abschließt, dann ist es bzw. er aufgrund dieser Verbindung nicht daran gehindert, in Bezug auf solche Verträge oder anderen Geschäfte zu beraten, abzustimmen oder anderweitig zu handeln.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse in irgendeiner Angelegenheit der Gesellschaft hat, das von den Interessen der Gesellschaft abweicht, hat dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Handlungsbevollmächtigte den Verwaltungsrat über diesen Interessenkonflikt zu informieren und darf über diese Angelegenheit nicht beraten oder abstimmen. Eine derartige Angelegenheit und das diesbezügliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder Handlungsbevollmächtigten sind auf der nächsten Hauptversammlung der Aktionäre bekannt zu geben.

Der Begriff „Interessenkonflikt“ im Sinne des vorstehenden Satzes schließt Beziehungen zu oder Beteiligungen an Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen nicht mit ein, die den Anlageberater, den Verwalter oder die Depotbank oder sonstige natürliche oder juristische Personen betreffen, die vom Verwaltungsrat eventuell gelegentlich nach freiem Ermessen bestimmt werden.

Art. 21. Entschädigung des Verwaltungsrats. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jedes der Verwaltungsratsmitglieder oder der Bevollmächtigten und deren Erben, Nachlass- und Erbschaftsverwalter jederzeit schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern den Genannten bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen nach den anwendbaren Gesetzen, nach dieser Satzung und nach den Bestimmungen des jeweils anwendbaren Verkaufsprospekts kein grobes Verschulden nachgewiesen wird, und die gegen sie vorgebracht oder gegen sie geltend gemacht werden, oder die sie erleiden, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen. Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitglieds oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 22. Abschlussprüfer. Die Kontrolle der Jahresabschlüsse der Gesellschaft wird durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer („Réviseur d'Entreprises Agréé“) vorgenommen, der von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft und vergütet wird.

Der Abschlussprüfer muss alle nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgeschriebenen Pflichten erfüllen. Eine Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers ist möglich.

Kapitel IV - Hauptversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 23. Vertretung. Die ordnungsgemäß konstituierte Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft bindend, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen.

Art. 24. Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft. Die Aktionäre treten nach Einberufung der Hauptversammlung durch den Verwaltungsrat zusammen. Die Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären einberufen werden, die mindestens ein Fünftel des Grundkapitals vertreten.

Die Jahreshauptversammlung wird am vierten Mittwoch im Monat Juni um 14.00 Uhr Luxemburger Zeit in Luxemburg-Stadt an dem in der Bekanntmachung bezeichneten Ort nach luxemburgischem Recht abgehalten. Wenn dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Hauptversammlungen können an den Orten und zu den Zeiten abgehalten werden, die in den jeweiligen Bekanntmachungen angegeben sind.

Um zu der Hauptversammlung der Aktionäre zugelassen zu werden, müssen die Eigentümer von Inhaberaktien wenigstens fünf Tage vor der Versammlung ihre Aktien an einer der in der Einladung aufgeführten Stellen hinterlegen. Sie werden auf Vorlage einer Bestätigung der Hinterlegung zur Hauptversammlung der Aktionäre zugelassen.

Die Eigentümer von Namensaktien müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung den Verwaltungsrat schriftlich davon unterrichten, dass sie die Absicht haben, an der Hauptversammlung der Aktionäre teilzunehmen. Der Verwaltungsrat kann durch eine Erklärung, welche für alle Aktionäre gilt, diese Frist abkürzen oder auf diese Formalität völlig verzichten.

Die Einladung muss die Tagesordnung enthalten und ist mindestens acht Tage vor der Versammlung an Namensaktionäre an die jeweilige im Aktionärsregister eingetragene Anschrift zu schicken. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat festgelegt; wenn die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen wird, kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Soweit gesetzlich vorgeschrieben werden die Bekanntmachungen zu den Hauptversammlungen im „Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations“ in einer oder mehreren Luxemburger Tageszeitung(en) und in anderen gegebenenfalls vom Verwaltungsrat bestimmten Presseorganen veröffentlicht, sofern die Aktionäre Inhaberaktien halten.

Wenn es sich ausschließlich um Namensaktien handelt und keine Veröffentlichungen erfolgen, können die Ladungen an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben versendet werden.

Diese Bekanntmachungen enthalten die Tagesordnung sowie Zeit und Ort der Versammlung. Die Gesellschaft ist nicht verpflichtet, mit Veröffentlichung der Bekanntmachung oder Versendung der Einladung über die Hauptversammlung den Jahresbericht, den Bericht des Wirtschaftsprüfers und den Bericht des Verwaltungsrates an die Aktionäre mitzusenden. Die Einladung oder Bekanntmachung soll eine Mitteilung enthalten, dass und wo die Aktionäre diese Dokumente anfordern können.

Wenn alle Aktionäre persönlich anwesend sind oder vertreten werden und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um an Aktionärsversammlungen teilzunehmen.

Die auf einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse sind auf Angelegenheiten beschränkt, die auf der Tagesordnung festgelegt wurden (darunter auch alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten) oder die sich darauf beziehen.

Die Hauptversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Insbesondere sind der Hauptversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- a) die Satzung zu ändern;
- b) Mitglieder des Verwaltungsrats und den Wirtschaftsprüfer zu bestellen und abuberufen und gegebenenfalls ihre Vergütungen festzusetzen;
- c) die Berichte des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers entgegenzunehmen;
- d) die jährliche Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen;
- e) den Mitgliedern des Verwaltungsrats und dem Wirtschaftsprüfer Entlastung zu erteilen;
- f) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen (getrennt je Aktienklasse);
- g) die Gesellschaft aufzulösen.

Art. 25. Beschlussfähigkeit und Mehrheitsverhältnisse. Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnet, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder mit Stimmrecht vertretenen Aktionäre gefasst. Jede Aktie gibt, ungeachtet ihres Wertes, das Recht auf eine Stimme unter Vorbehalt der Einschränkungen, die durch die vorliegende Satzung verfügt werden.

Art. 26. Hauptversammlungen der Aktionäre einer Aktienklasse. Die Aktionäre einer oder mehrerer ausgegebenen Aktienklasse(n) können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Angelegenheiten zu beschließen, die den Fonds betreffen.

Zudem können die Aktionäre aller Aktienklassen jederzeit Hauptversammlungen über Angelegenheiten abhalten, die die jeweilige Aktienklasse betreffen.

Die Bestimmungen in Artikel 24 gelten auch für diese Hauptversammlungen.

In Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht und dieser Gründungssatzung hat jede Aktie eine Stimme. Die Aktionäre können persönlich handeln oder sich mit einer schriftlichen Vertretungsvollmacht vertreten lassen. Die Person, die als Stimmrechtsvertreter auftritt, muss selbst kein Aktionär sein und kann ein Verwaltungsratsmitglied sein.

Soweit das Gesetz oder diese Satzung keine abweichende Regelung vorsehen, werden Beschlüsse der Aktionärs-hauptversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, die die Rechte der Aktieninhaber einer Aktienklasse gegenüber den Rechten der Aktieninhaber einer oder mehrerer anderer Aktienklassen berühren, werden vorbehaltlich eines Beschlusses der Hauptversammlung der Aktionäre der betreffenden Aktienklasse(n) im Einklang mit Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung gefasst.

Art. 27. Verschmelzung der Gesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“) oder mit dessen Fonds. Falls aus einem bestimmten Grund der Wert des Netto-Fondsvermögens des Fonds oder einer Aktienklasse auf einen Wert sinkt, der vom Verwaltungsrat der Gesellschaft als Minimumbetrag für solch eine Aktienklasse festgelegt wurde, um auf wirtschaftlich effiziente Weise betrieben zu werden, oder wenn eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation in Bezug auf den Fonds oder die Aktienklasse erhebliche negative Auswirkungen auf die Investitionen des Fonds oder die Aktienklasse hätte, oder zwecks einer wirtschaftlichen Rationalisierung, oder wenn der Vertrag mit den Investmentmanager gekündigt wurde und dieser nicht durch einen Ersatz-Investmentmanager ersetzt wurde, kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, zwangsweise alle Anteile der betreffenden Aktienklasse(n) zum Nettoinventarwert pro Anteil (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Anlagenrealisierung und der Realisierungsaufwendungen) ab dem Bewertungstag, an dem diese Entscheidung wirksam wird, zurückzunehmen.

Die Entscheidung des Verwaltungsrats der Gesellschaft wird vor dem Stichtag veröffentlicht (entweder in Zeitungen, welche vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt werden, oder per Mitteilung an die Aktieninhaber, an die von ihnen angegebenen Adressen welche sich im Register der Aktieninhaber befinden), um den Zeitpunkt des Inkrafttretens zu bestimmen, und die Veröffentlichung wird die Gründe für, und die Vorgehensweise zur Zwangsrücknahme angeben.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz dieses Artikels vorgesehen ist, kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, den Fonds mit einem anderen luxemburgischen oder ausländischen OGAW oder eines Teilfonds davon zu verschmelzen.

Eine solche Entscheidung wird in der gleichen Weise veröffentlicht wie oben beschrieben (und darüber hinaus wird die Veröffentlichung Informationen in Bezug auf die luxemburgischen/ausländische OGAW oder Teilfonds davon enthalten, soweit anwendbar), nicht weniger als einen (1) Monat vor dem Datum, an dem die Verschmelzung wirksam wird, damit die Aktieneigner während dieser Frist in der Lage sind, ohne Tausch-oder Rücknahmegebühren, die Rücknahme oder den Tausch ihrer Anteile zu beantragen.

Nach Ablauf dieser Frist bindet diese Entscheidung alle Anteilinhaber, die nicht von ihrem entsprechenden Recht Gebrauch gemacht haben.

Eine solche Entscheidung wird in der gleichen Weise veröffentlicht wie oben beschrieben (und darüber hinaus wird die Veröffentlichung Informationen in Bezug auf die luxemburgischen/ausländischen OGAW oder Teilfonds davon enthalten, soweit anwendbar), nicht weniger als einen (1) Monat vor dem Datum, an dem die Verschmelzung wirksam wird, damit die Anteilseigner während dieser Frist in der Lage sind, ohne Tausch-oder Rücknahmegebühren, die Rücknahme oder den Tausch ihrer Anteile zu beantragen. Die Anteilinhaber haben das Recht, innerhalb von 30 Tagen die Rückgabe oder gegebenenfalls den Umtausch ihrer Anteile in Anteile eines anderen Fonds mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, ohne weitere Kosten als jene, die vom Fonds zur Deckung der Auflösungskosten einbehalten werden, zu verlangen.

Nach Ablauf dieser Frist bindet diese Entscheidung alle Anteilinhaber, die nicht von ihrem entsprechenden Recht Gebrauch gemacht haben. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung werden die Anteilinhaber des übertragenden Fonds Anteilinhaber des übernehmenden Fonds bzw. Teilfonds.

Rechts-, Beratungs-oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbunden sind, werden nicht dem Fonds oder deren Anteilhabern angelastet.

Die Guthaben, die, aus welchen Gründen auch immer, nicht an die Anteilinhaber verteilt werden können, werden zunächst für die Dauer der gesetzlichen Fristen bei der Depotbank hinterlegt und nach diesem Zeitraum bei der Caisse de Consignation für Rechnung der berechtigten Aktieninhaber hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht in Übereinstimmung mit geltendem Recht (im Prinzip, 30 Jahre), dort angefordert werden.

Alle zurückgegebenen Aktien werden annulliert.

Art. 28. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Kalenderjahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Kalenderjahres.

Art. 29. Ausschüttungen. Die Hauptversammlung der Aktionäre entscheidet innerhalb der gesetzlich vorgegebenen Grenzen, wie die Jahresgewinne der Gesellschaft verteilt werden, und sie kann von Zeit zu Zeit Dividenden ausschütten oder den Verwaltungsrat ermächtigen, Dividenden auszuschütten. Der auf eine thesaurierende Aktienklasse entfallende Jahresgewinn wird thesauriert.

Der Verwaltungsrat kann für jede ausschüttende Aktienklasse beschließen, im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften Interimsdividenden auszuschütten.

Die Dividendenzahlung erfolgt an die im Aktionärsregister angegebene Anschrift (im Falle von Namensaktien) bzw. nach Vorlage des Dividendenscheins bei dem bzw. den von der Gesellschaft bestellten Vertreter(n) (im Falle von Inhaberaktien).

Auf Beschluss des Verwaltungsrats können jederzeit Zwischendividenden auf die Aktien jeder Aktienklasse ausgeschüttet werden.

Währungen, Orte und Zeiten von Ausschüttungen werden jeweils vom Verwaltungsrat festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, zu den jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen Dividenden in Form von Aktien anstelle von Dividenden in Bar auszuschütten.

Dividendenansprüche, die nicht innerhalb von fünf Jahren, nachdem sie beschlossen wurden, geltend gemacht werden, verfallen und fließen an die Aktienklasse(n) zurück, die ausgegeben wurde(n).

Auf die von der Gesellschaft beschlossenen und auf Anordnung der Begünstigten von der Gesellschaft einbehaltenen Dividenden werden keine Zinsen gezahlt.

Kapitel V - Schlussbestimmungen

Art. 30. Depotbank. Soweit dies gesetzlich vorgeschrieben ist, wird die Gesellschaft einen Depotvertrag mit einer Bank oder einem Sparinstitut im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils aktuellen Fassung schließen (im Folgenden als „Depotbank“ bezeichnet).

Die Depotbank hat die im Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen geregelten Aufgaben und Pflichten zu erfüllen.

Wenn die Depotbank den Vertrag beenden möchte, hat sich der Verwaltungsrat nach bestem Vermögen um einen Nachfolger für die Depotbank zu bemühen. Der Verwaltungsrat kann die Bestellung der Depotbank kündigen, er kann die Depotbank jedoch erst abberufen, wenn eine Nachfolgedepotbank bestellt wurde, die an deren Stelle tritt.

Art. 31. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden, wenn die für Änderungen dieser Gründungssatzung erforderliche Beschlussfähigkeit gegeben ist und die Mehrheitsanforderungen erfüllt sind.

Wenn das Grundkapital unter zwei Drittel des in Artikel 5 dieser Satzung genannten Mindestkapitals fällt, muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft auf der Hauptversammlung vorbringen. Die Hauptversammlung, für die zur Gewährleistung der Beschlussfähigkeit keine Mindestteilnehmerzahl erforderlich ist, beschließt mit einfacher Mehrheit der auf der Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft ist auch dann auf der Hauptversammlung zu erörtern, wenn das Grundkapital unter ein Viertel des in Artikel 5 dieser Satzung angegebenen Mindestkapitals fällt. In diesem Fall wird die Hauptversammlung ohne Mindestanforderungen bezüglich der Beschlussfähigkeit abgehalten und die Auflösung der Gesellschaft kann von Aktionären beschlossen werden, die ein Viertel der auf der Versammlung vertretenen Aktien halten.

Die Einberufung der Hauptversammlung muss so erfolgen, dass sie innerhalb von vierzig Tagen ab dem Zeitpunkt der Feststellung, dass das Nettofondsvermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestbetrags gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 32. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem oder mehreren Insolvenzverwaltern durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können, die von der Regulierungsbehörde in Luxemburg zugelassen sind und von der Aktionärshauptversammlung bestellt werden, wobei diese über ihre Befugnisse und Vergütung entscheidet.

Art. 33. Satzungsänderungen. Die vorliegende Gründungssatzung kann von einer Hauptversammlung der Aktionäre geändert werden, wenn die gesetzlich vorgeschriebene Beschlussfähigkeit gegeben ist und die Mehrheitsanforderungen erfüllt sind.

Art. 34. Erklärung. Wörter, die in der männlichen Form verwendet werden, schließen ebenfalls die weibliche Form ein, und Wörter, die Personen oder Aktionäre bezeichnen, schließen auch Kapital- und Personengesellschaften, Vereinigungen und sonstige organisierte Personengruppen mit ein, unabhängig davon, ob diese über eine eigene Rechtspersönlichkeit verfügen.

Art. 35. Anwendbares Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Gründungssatzung geregelt sind, werden in Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.

Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird am 27. Juni 2013 stattfinden.

Zeichnung und Zahlung

Nachdem die vorliegende Satzung von der erschienenen Partei aufgesetzt wurde, hat die erschienene Partei die folgenden Aktien gezeichnet und vollständig bezahlt:

Zeichner	Anzahl Aktien	Zeichnungspreis pro Aktie
Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.	620	EUR 50/
Summe	620	EUR 31.000

Alle diese Aktien wurden vollständig bar einbezahlt, so dass die Summe von EINUNDREISSIGTAUSEND EURO (EUR 31.000,-) der Gesellschaft unverzüglich zur freien Verfügung steht, wie gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der die vorliegende Urkunde ausstellende Notar erklärt, dass die Bedingungen gemäß Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich deren Erfüllung.

Aufwendungen

Die Aufwendungen, Kosten, Vergütungen oder Gebühren in jeglicher Form, die die erschienene Partei aufgrund ihrer Gründung zu tragen hat, belaufen sich auf circa EUR 2.800.-.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Der einzige Aktionär, der das gesamte gezeichnete Kapital repräsentiert, hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die folgenden Personen werden für den Zeitraum bis zur nächsten Jahreshauptversammlung zu Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft bestellt:

- 1) Marco Schmitz, Geschäftsführer, Oppenheim Fonds Trust GmbH, Unter Sachsenhausen 4, D-50667 Köln;
- 2) Stefan Molter, Geschäftsführer, Sal. Oppenheim jr. & Cie. AG & Co KGaA, Unter Sachsenhausen 4, D-50667 Köln;
- 3) Andreas Jockel, Geschäftsführer, Oppenheim Asset Management Services S.à r. l., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Herr Marco Schmitz wird zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats ernannt.

Zweiter Beschluss

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Dritter Beschluss

Die folgende Gesellschaft wird für den Zeitraum bis zur nächsten Jahreshauptversammlung zum unabhängigen Abschlussprüfer bestellt:

KPMG Luxembourg S.à r.l., société à responsabilité limitée, mit Gesellschaftssitz in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 103.590.

Der unterzeichnende Notar, der Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde einschließlich der Gründungssatzung auf Ersuchen der oben erschienenen Person in deutscher Sprache abgefasst wurde.

Dazu wurde diese notarielle Urkunde am oben genannten Datum in Luxemburg ausgefertigt.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person, die dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die benannte erschienene Person gemeinsam mit uns, dem Notar, diese Originalurkunde unterzeichnet.

Signé: M. KRUSE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 03 janvier 2012. Relation: RED/2012/11. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 03 janvier 2012.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012003982/789.

(120002912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2012.

Editions François Mersch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 78, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 23.247.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166726/9.

(110193602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Eikon Mezzanine Invest IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 112.063.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EIKON MEZZANINE INVEST IV S.A.

I. DONADIO / N. GERARD

Director A / Director B

Référence de publication: 2011166727/12.

(110193857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

ELECTRICITE Carlo BACK SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9451 Bettel, 26, Veinerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 97.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166728/10.

(110193792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Ensemble Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166730/10.

(110193186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Entreprise de Jardinage Tony de Moura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-3651 Kayl, 10, rue Jos. Müller.

R.C.S. Luxembourg B 99.101.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166731/10.

(110193348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Enzo Trading Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 90.826.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166732/9.

(110193521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Erebus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 153.183.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166733/9.

(110193316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Esch Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.656.900,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 143.622.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011166734/10.

(110193179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Estimo, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 84.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166735/9.

(110193201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Eurimo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 140.315.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166737/9.

(110193192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Estimo, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 84.932.

Le siège social du commissaire aux comptes, AUDIEX S.A., est dorénavant établi au:

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2011.

Référence de publication: 2011166736/11.

(110193207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Euro Agenturen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 92.204.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 06/12/2011.

Référence de publication: 2011166739/10.

(110193277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Euro Finance Invest (E.F.I.) Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 70.663.

Le bilan de clôture de la liquidation au 14 novembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011166740/10.

(110193826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Euro-Thermic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, Zone Artisanale Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 48.991.

RECTIFICATIF

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés le 31/07/2006 (L060078441.01).

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/12/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011166742/13.

(110193511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Glennlo Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-4970 Bettange-sur-Mess, 12, rue Haard.

R.C.S. Luxembourg B 163.394.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la Société tenue à Luxembourg en date du 30 novembre 2011

1. M. Charles Meyer, employé privé, né 19 avril 1969 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant supplémentaire de la Société, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Glennlo Management S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2011166779/16.

(110193507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Delta Hydrocarbons S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 124.309.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 15 novembre 2010

En date du 15 novembre 2010, l'actionnaire unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2011.

DELTA HYDROCARBONS S.A.

Signature

Référence de publication: 2011166713/15.

(110193584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Levana Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 140.441.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2011.

Signature

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2011166869/12.

(110193475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Lamint S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 5.121.375,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 44.462.

Le Bilan complet consolidé au 31 décembre 2009 de Lamberti S.p.A. en tant que maison mère de Lamint S.A. sur le dossier de Lamint S.A. en vertu de l'art. 314(1) de la loi du 10 août 1915 et telle que modifiée par la suite a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LAMINT S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011166863/14.

(110193748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.

Lux Venture Finance SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 32.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUX VENTURE FINANCE SPF S.A.

N. PICCIONE / Ch. FRANCOIS

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2011166880/12.

(110193486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 décembre 2011.
